

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan Géopolitique et stratégie

N° 4677 du 17.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne : Afp-ats - Ap - Reuters, Xinhuanet), Al Manar & Chine nouvelle, ainsi que les sources d'informations de la résistance.

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance . idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Avant propos

La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.
(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- Al Qaida- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Marc

Le Dossier " 'Géopolitique, Réflexion et stratégie' de l' Afghanistan " est visible sur

...

a) sur nos blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> & <http://boycottisraelinternational.com>

d) sur le site de eva R-sistons: - <http://no-war.over-blog.com/>

e) sur sur le site <http://www.aredam.net> ou il est placé à la rubrique n° 14, en page d'index :14 [Journal de Bagdad, La guerre en Irak.](#)

f) sur le site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail, une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Corée, Afghanistan, Iran : Pressions pour un durcissement de la politique de Washington.

1-2 Ataulfo Riera : Le Sommet de l'OTAN à Lisbonne consacre le militarisme du XXIe siècle.

2 Annexe

2-1 « Les États-Unis sont toujours les premiers en termes de dépenses militaires avec 43% du total mondial.

2-2 Robots de guerre (et de guerre civile).

2-3 L'Amérique se tire une balle dans le pied,

2-4 Accord sur un gazoduc reliant Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, Inde.

2-5 L'Organisation de Coopération de Shanghai à un tournant ?

2-6 Peter Dale Scott : Afghanistan-USA : L'opium, la CIA et l'administration Karzai.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Corée, Afghanistan, Iran : Pressions pour un durcissement de la politique de Washington.

La prochaine présidente républicaine de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants sera selon toute probabilité Ileana Ros-Lehtinen. C'est une cubano-américaine de Floride que la presse décrit comme une anti-communiste passionnée. Elle vient d'annoncer qu'elle demandera à la Maison Blanche de durcir les sanctions contre la Corée du Nord et de la réintroduire dans la liste des pays qui soutient le terrorisme (une liste dont G. W. Bush l'avait retirée).

Le président Obama semble prêt à suivre cette pente, puisqu'il vient de déclarer dans son discours du Veteran's Day en Corée du Sud que l'engagement des Etats-Unis au service de la sécurité de ce pays ne faiblirait pas.

Dimanche dernier, l'aile interventionniste du parti républicain sortie gagnant des dernières élections au Congrès appelait à une alliance avec le président Obama sur la base d'une ligne plus dure en matière de politique de sécurité et de relations internationales.

Le Washington Post écrivait : "Le Président Obama a de bonnes chances de se faire réélire en 2012 s'il fait des progrès en Afghanistan, s'il adopte une ligne plus dure contre l'Iran, si l'économie s'améliore et s'il n'y a pas d'attaque terroriste majeure aux Etats-Unis, a déclaré un haut responsable du Parti républicain samedi.

Le sénateur Lindsey O. Graham (Caroline du Sud), qui est devenu le principal porte-parole du Grand old Party pour les questions de sécurité, a estimé que si Obama recherchait une coopération avec les Republicains, un effort militaire américain continu en Afghanistan est "un domaine où le Républicains se sentiront à l'aise de se tenir aux côtés du président" et seront susceptibles de lui apporter plus de soutien même que beaucoup dans son propre parti."

[Atlasaltern](#) -

Publié dans : [x](#) - Ingérence impérialisme global –

11 novembre

1-2 Ataulfo Riera : Le Sommet de l'OTAN à Lisbonne consacre le militarisme du XXIe siècle.

Une stratégie « pour le XXIe siècle adaptée aux nécessités et aux dangers de la nouvelle ère globale », qui consacre définitivement son rôle de bras armé de la globalisation capitaliste et de gendarme planétaire des intérêts des grandes puissances impérialistes, Etats-Unis en tête. L'occupation et la guerre en Afghanistan se poursuit avec des moyens renforcés.

Le Sommet de l'OTAN au Portugal, réunissant les chefs d'Etats des 28 pays membres, a adopté « une nouvelle stratégie de défense et de sécurité » (« OTAN 2020 ») pour cette organisation criminelle internationale. Une stratégie « pour le XXI^e siècle adaptée aux nécessités et aux dangers de la nouvelle ère globale », qui consacre définitivement son rôle de bras armé de la globalisation capitaliste et de gendarme planétaire des intérêts des grandes puissances impérialistes, Etats-Unis en tête. L'occupation et la guerre en Afghanistan se poursuit avec des moyens renforcés. La prise de décision interne pour mener de nouvelles opérations et interventions militaires – sur base d'une définition de la « sécurité » pour le moins élastique - sera simplifiée pour être accélérée et de nouvelles bases militaires seront établies à travers le monde.

Du « péril rouge » à la « menace terroriste » : justifier la guerre permanente

Créée le 4 avril 1949, l'OTAN était alors une organisation politico-militaire dirigée contre l'URSS sur le sol européen. Après la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, loin de se dissoudre, l'OTAN commence au contraire à étendre à la fois ses zones d'intervention et ses objectifs, qui vont de la défense des « approvisionnements en ressources vitales », à la lutte contre « la prolifération des armes de destruction massive » ou contre « le terrorisme ». L'OTAN intègre également peu à peu les anciens pays membres du Pacte de Varsovie, l'ancien glacis défensif de l'URSS, reculant ses frontières jusqu'aux portes d'une Russie qui se sent ainsi encerclée et menacée. A partir de 1995, elle intervient directement dans le conflit en ex-Yougoslavie et le 24 mars 1998, elle déclenche une campagne de bombardements intenses contre la Serbie, sans mandat de l'ONU. En avril, 1999, le 50^e sommet de l'OTAN adopte son premier « concept stratégique pour le XXI^e siècle », qui transforme l'organisation initialement à vocation régionale en organisation militaire globale. Le 12 septembre 2001, suite aux attentats à New York, est mis en oeuvre de l'Article 5 de la Charte de l'OTAN sur la « solidarité mutuelle entre Etats membres » et le 20 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU confie à l'OTAN la conduite des opérations militaires en Afghanistan, consacrant ainsi sa première opération militaire de grande ampleur « hors zone » et, cette fois-ci, sous mandat des Nations Unies.

Afghanistan : L'OTAN est le problème, pas la solution

L'Alliance s'embourbe dans un conflit qu'elle ne peut pas gagner et qui s'étend de plus en plus au Pakistan, constituant ainsi un foyer de déstabilisation permanente dans la région, justifiant ainsi en retour sa présence permanente, ce qui est bien son objectif. Mais en attendant, ce sont les populations civiles qui payent le prix fort de ce « Grand Jeu » pour le contrôle de la zone géostratégique essentielle de l'Asie Centrale et de ses ressources. Selon les Nations Unies, depuis 2001, plus de 10.000 Afghans sont morts à cause de la guerre, dont 2.400 rien qu'en 2009. Près de 300.000 personnes ont quitté leur pays depuis 2001, la grande majorité survivant dans des camps de fortune au Pakistan. Une infime partie de ces exilés tente sa chance en Europe, où ces mêmes gouvernements qui détruisent leur pays se refusent à leur accorder le droit d'asile.

En dépit des farces électorales, c'est l'occupation militaire internationale qui permet, seule, la survie du régime du président fantoche Amid Kharzaï. L'OTAN impose ainsi à la population un régime despotique, réactionnaire et corrompu et une économie libérale de marché qui a totalement échoué à réduire la misère. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la situation humanitaire a empiré depuis que les opérations de l'OTAN ont débutées : 61% de la population souffre de malnutrition chronique, 65% n'a pas l'accès à l'eau potable. Quant au droit des femmes, utilisé comme prétexte pour l'intervention militaire de 2001, leur situation s'est dégradée sous de nombreux aspects. Mais qui s'en soucie aujourd'hui ?

L'Alliance militaire déclare mettre tout en oeuvre pour reconstruire un pays... qu'elle détruit activement par ailleurs. Mais le déséquilibre entre l'effort militaire et l'aide civile est béant : depuis 2001, 140 milliards de dollars ont été dépensés pour la guerre et seulement 7 milliards pour « l'aide civile »... et 40% de cette aide est consacrée à payer des entreprises capitalistes étatsuniennes et européennes, qui ont remporté ainsi de juteux contrats. La technique est désormais bien rodée, ces entreprises « reconstruisent » ce que l'OTAN, qu'elles suivent comme des charognards, a détruit. La décision, prise au Sommet de Lisbonne, de renforcer les capacités « civiles » de l'Alliance n'a pas d'autre but que d'institutionnaliser ce partage des rôles.

Fer de lance de la prolifération nucléaire et de la course aux armements

L'OTAN possède aujourd'hui 480 missiles nucléaires déployés dans 5 pays (dont la Belgique). Malgré l'opposition des populations concernées, elle relance activement la course aux armements nucléaires entre les grandes puissances, avec la construction d'un bouclier antimissile en Pologne et en Tchéquie qui coûtera la bagatelle de près de 800 millions d'euros.

Les dépenses militaires cumulées des membres de l'Alliance s'élevaient quant à elles à plus de 1.000 milliards d'euros et, malgré la crise, ses 28 Etats membres se sont engagés à consacrer jusqu'à 2% de leur budget à leur machine de guerre. De plus, l'institutionnalisation du financement de l'OTAN implique que les budgets consacrés par les gouvernements des Etats membres à l'Alliance échappent à tout contrôle ou opposition des parlements nationaux.

L'Union Européenne complice

Tous les traités européens consacrent l'OTAN comme le cadre privilégié de la coopération militaire. Le Traité de Lisbonne affirme que l'OTAN « reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en oeuvre ».

Les Etats européens avalisent le déploiement du système antimissile US en Pologne et en République Tchèque ainsi que l'élargissement géographique de l'OTAN ; ils acceptent que les définitions de ses missions soient toujours plus globalisées pour en faire l'instrument principal au service de la politique de domination économique, politique et militaire des USA et de leurs alliés. 25 des Etats membres de l'UE sur 27 ont envoyé des troupes en

Afghanistan ; plus de la moitié des soldats étrangers présents sont européens... et parmi eux 600 militaires belges et plusieurs avions de combat « humanitaires ».

Revenir, comme le font la plupart des Partis Socialistes ou des partis Verts, la construction d'une « véritable politique de sécurité et de défense européenne », indépendante face à l'OTAN parce que cette dernière est dominée par les Etats-Unis, est donc absurde. En quoi l'impérialisme et le militarisme européens sont-ils plus « démocratiques », « humanitaires » et « acceptables » ? Il ne s'agit pas de défendre un bloc impérialiste contre un autre, mais bien de mobiliser contre l'OTAN, « l'Europe de la défense » et le militarisme qu'ils incarnent l'un et l'autre à la perfection.

Assez d'argent pour la guerre !

L'OTAN, on le voit, constitue une menace tangible pour la paix. C'est un instrument de domination profondément non démocratique et hors de tout contrôle des institutions parlementaires des pays membres. En Belgique, comme l'a dénoncé la CNAPO, le gouvernement « en affaires courantes » a refusé de soumettre à la discussion parlementaire le contenu de sa note préparatoire au Sommet de Lisbonne, dont les décisions seront pourtant lourdes de conséquences. Vous avez dit, démocratie ?

L'adoption du nouveau concept stratégique de l'OTAN intervient au moment où la crise du capitalisme accroît les tensions commerciales, sociales et guerrières dans le monde et la fuite en avant dans la course aux armements, pour le seul profit du complexe militaro-industriel. En 2009, 1.531 milliards de dollars ont été dépensés en armements dans le monde (+50% par rapport à 2000). Or, une infime partie de ces moyens suffirait à répondre aux besoins les plus criants. 15 milliards de dollars par an suffisent pour fournir de l'eau potable à tous les humains ; 20 milliards pour éradiquer la faim et la malnutrition et 12 milliards pour éduquer tous les enfants. La folie et l'irrationalité du capitalisme s'illustrent de manière particulièrement tragique dans ces quelques chiffres. Le combat contre la guerre et l'impérialisme est indissociable de la lutte contre un système capitaliste qui engendre ces crises, cette misère et ces injustices criminelles.

La dissolution de l'OTAN est plus que jamais un objectif nécessaire. La sécurité des peuples ne peut être assurée que par des réponses politiques et sociales ; elle doit se baser sur la solidarité, le respect des droits démocratiques les plus larges, sur la justice sociale et la satisfaction des besoins sociaux. Ce que le système actuel est bien incapable d'assurer – d'autant plus avec la crise et l'explosion de ses contradictions -, ce pourquoi il maintient et renforce un instrument aussi nuisible que l'OTAN.

Portugal : Les criminels de guerre sont accueillis à bras ouverts, les pacifistes sont refoulés

Le militarisme et les libertés démocratiques les plus élémentaires, comme le droit de se déplacer et de manifester, ne font pas bon ménage. Le gouvernement portugais l'a parfaitement démontré à Lisbonne en réprimant et en expulsant les activistes venus protester contre le Sommet de l'OTAN. Ayant provisoirement suspendu les Accords de Schengen sur la libre circulation des personnes au sein de l'UE, la police portugaise a refoulé au moins 150 activistes, dont un autobus venu de la lointaine Finlande, affrété par l'Union d'Objection de Conscience de ce pays, et un autre venu de Madrid, composé par nos camarades d' « Izquierda Anticapitalista » (Gauche anticapitaliste) dans l'Etat espagnol et par l'organisation « Ecologistas en Accion ».

D'autres activistes, venus de France ou d'Italie, ont été refoulés et expulsés dès leur arrivée à l'aéroport de Lisbonne, la police ayant trouvé des tracts ou des appels contre l'OTAN dans leurs bagages... En outre, plusieurs blogs et pages Facebook appelant aux mobilisations contre l'OTAN ont été censurés.

Novembre 2010,

[Ataulfo Riera](#)

<http://www.pressegauche.org/spip.php?article5943>

2 Annexe

2-1 « Les États-Unis sont toujours les premiers en termes de dépenses militaires avec 43% du total mondial.

Les dépenses militaires mondiales ont continué d'augmenter en 2009 pour atteindre un nouveau record, selon un rapport annuel publié mercredi 2 juin par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri). Au cours de l'année écoulée, le monde a consacré 1.531 milliards de dollars (1.244 milliards d'euros) au secteur militaire, soit à prix constant une augmentation de 5,9% par rapport à 2008 et de 49% par rapport à 2000, écrit le Sipri.

La France dépense 64 milliards de dollars à sa défense

Les États-Unis sont toujours les premiers en termes de dépenses militaires avec 661 milliards de dollars en 2009, soit 43% du total mondial. Une augmentation de 47 milliards sur un an qui représente plus de la moitié (54%) de la progression planétaire, souligne le Sipri.

Pour la Chine, l'Institut ne dispose pas de chiffres officiels, mais selon ses estimations, l'Empire du milieu a affecté 100 milliards de dollars à ses dépenses militaires en 2009.

La France, elle, leur a consacré 63,9 milliards de dollars.

L'Institut a constaté une hausse des dépenses militaires dans 65% des pays pour lesquels il a pu se procurer des chiffres.

Par zone géographique, c'est l'Asie-Océanie qui a le plus augmenté ses dépenses avec une hausse de 8,9%. »

2-2 Robots de guerre (et de guerre civile).

Comme ce fut toujours le cas, seule la mise au point de nouvelles armes fait vraiment avancer les technologies. Nous en avons un nouvel exemple avec les annonces récentes de l'US Army.

Le XM25

Il s'agit d'abord d'un lanceur de grenade « intelligent ». L'objet réinvente le fameux fusil à tirer dans les coins, rêve de tous les combattants confrontés à des ennemis qui se cachent derrière des murs ou dans des fossés pour tirer sur eux sans risques. Il a été baptisé XM25 Counter Defilade Target Engagement System, ou Système capable d'atteindre une cible cachée.

Des années de recherche/développement auraient été nécessaires pour aboutir au produit final, d'un coût individuel de 25 à 30.000 dollars. L'armée compte en commander en 2011 au moins 12.000 afin d'équiper les forces d'infanterie et les forces spéciales engagées en Afghanistan. La nouvelle arme devrait selon les experts changer sensiblement le rapport des forces dans la lutte de proximité contre les résistants. Ceux-ci y ont généralement l'avantage vu leur bonne connaissance du terrain.

Le militaire au prise dans un combat de rue ou sur un terrain accidenté avec un adversaire qui se dissimule derrière un mur, dans un fossé ou à l'intérieur d'un bâtiment ouvert, n'aura que quatre opérations à faire si la cible se trouve à moins de 700 mètres: ajuster au dessus de l'endroit où se cache l'adversaire un viseur à laser doté de différents capteurs sophistiqués, recueillir les données de tirs rassemblées par le système, introduire ces données dans la micro-puce incluse dans la grenade du lance-grenade et faire feu.

La grenade explosera exactement au dessus ou à côté de la cible de façon à l'atteindre par des éclats meurtriers. L'opération ainsi décrite semble complexe, mais les automatismes sont tels qu'un soldat de seconde classe peut s'en acquitter après un court entraînement. Les dégâts collatéraux (touchant des civils) seraient ainsi considérablement diminués. Sans ce dispositif en effet, les militaires visés font généralement usage en riposte à des armes beaucoup plus lourdes et imprécises.

Inutile de préciser que l'arme, que l'on prévoit d'utiliser aujourd'hui en Afghanistan et au Pakistan, pourra servir dans d'éventuels combats de rue menés sur le territoire national lui-même. On sera il est vrai loin alors du Taser.

Pour en savoir plus, voir:

XM25 Counter Defilade Target Engagement System <http://www.defensenews.com/story.php?i=4028048>

Voir aussi <http://www.dailymail.co.uk/sciencetech/article-1334114/New-US-Army-rifle...>

Les systèmes de type MAARS ((Modular Advanced Armed Robotic System)

Dans les combats urbains, en dehors du XM25 que nous venons de présenter, l'US Army et les compagnies privées engagées à son côté sont de plus en plus intéressées par l'emploi de robots capables de se substituer momentanément ou durablement aux personnels humains. Mais que l'on n'imagine pas des robots humanoïdes sur le modèle de RobotCop. Il suffit de faire appel à de petits engins robotisés: mini-chars d'assaut de la taille d'une voiture d'enfant ou drones de 1 à 2 m. d'envergure.

Les modèles en cours de développement sont équipés d'un grand nombre de capteurs et d'effecteurs les rendant aussi autonomes que possible dans des tâches délicates telles que l'exploration d'un immeuble miné ou la recherche d'un sniper embusqué. Ils peuvent aussi servir de sentinelles infatigables pour garder des enceintes protégées ou des frontières. Selon les missions, ils peuvent faire appel aux différents modèles d'armes dont ils sont équipés, ou servir d'observateurs rapprochés pour guider des tirs de missiles sol-sol ou air-sol.

Dans la plupart des cas, ils sont suivis par des techniciens se trouvant loin de la ligne de tirs, capables de relayer le robot en cas de problèmes non prévus. Mais ils disposent cependant d'une large autonomie, afin de pouvoir faire face seuls aux difficultés.

L'US Army a organisé récemment pour tester ces machines des « Robotics Rodeo » se déroulant dans des décors urbains réels. L'une de leur qualité, très appréciée, est – outre la capacité à détecter le moindre événement suspect pouvant échapper à un observateur humain - leur indifférence à la peur. Selon l'expression d'un des experts, qu'il ne sera pas nécessaire de traduire: « they do'nt panic under fire ». Ce serait au contraire les résistants qui paniqueraient lorsqu'ils se trouveraient confrontés à un engin de la taille d'une tondeuse à gazon qui leur enverrait sans prévenir des rafales de tirs mortels

La firme iRobot fondée par Rodney Brooks, bien connue de nos lecteurs, est très engagée dans le développement de telles armes. Mais le marché est vaste et attire bien d'autres brillants roboticiens. Pour être juste, quelques débats se font jour sur le caractère éthique s'attachant à l'emploi de robots dans des opérations militaires ou de maintien de l'ordre. De tels débats sont organisés par exemple à l'initiative du Yale Interdisciplinary Center for Bioethics. Nous y avons déjà fait allusion. Le robot, ou même le technicien distant censé dans certains cas le contrôler, sauront-ils clairement distinguer un ennemi d'un ami? Loin d'être diminués, les risques de dégâts collatéraux aux dépens des civils pourront en être augmentés. Plus généralement, l'utilisation de ces armes, ayant pour résultat de minimiser les pertes humaines, ne va-t-elle pas produire des armées ou des nations dites « trigger-happy », autrement dit portées sur la gâchette. Cela pourrait, à une certaine échelle, non seulement favoriser une course aux armements de haute technologie, mais même de nouveaux conflits.

Les experts en stratégie militaire, les industriels de l'armement et même certains défenseurs des droits civils plaident l'argument contraire. Les futurs combattants, étroitement « mariés » à des systèmes d'intelligence artificielle selon le modèle de l'anthropotechnique que nous utilisons dorénavant couramment pour notre part (voir

notre essai « Le paradoxe du Sapiens » <http://www.editions-bayol.com/pages/livres-titres/paradoxe.php>) seront infiniment plus prudents, avertis et respectueux des lois de la guerre que des militaires livrés à leurs seuls réflexes.

De toutes façons, disent-ils, la question ne se pose déjà plus. Ils rappellent qu'en Irak et en Afghanistan, l'utilisation de drones plus ou moins robotisés (Predator, Reaper, Raven et Global Hawk) a permis d'éviter aux militaires des milliers de sorties qui auraient été meurtrières. Actuellement, par ailleurs, l'armée emploie plus de 6.000 robots télécommandés pour détruire divers armes létales telles que les IED (improvised explosive device) ou mines improvisées.

Ceux qui voient loin, parmi ces stratèges, font valoir dans certains échanges privés que ces armes insensibles aux sentiments seront bien utiles lors des futures guerres civiles qu'ils prévoient sur le territoire américain lui-même, opposant par exemple l'Etat fédéral à des gangs armés d'immigrants, sinon à des Etats ou des villes sécessionnistes, Alors l'US National Guard ou l'US Army ne devront pas faire comme le firent certains (rares) soldats français durant la Commune, refuser de tirer sur les irésistants.

Mondialisation.ca,

Le 2 decembre 2010

VIDEO* Démonstration de MAARS.

http://www.youtube.com/watch?v=n6Fisf5_9T4<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22231>

2-3 L'Amérique se tire une balle dans le pied,

02/12

Pour tenir le calendrier de la guerre en Afghanistan qu'elle s'est fixé, l'Amérique a recours à opportunisme militaire et en oublie ses véritables intérêts. Sa politique de sécurité en Asie centrale commence à manquer d'éthique et de lucidité.

Dans sa longue bataille depuis dix ans pour sécuriser l'Afghanistan, les Etats-Unis ont jonglé avec des politiques étrangères contradictoires en Ouzbékistan et au Kirghizstan, ces deux états fragiles d'Asie centrale et seconds rôles essentiels dans la guerre. Il y a la politique consistant à engager les deux états post soviétiques émergents pour leur propre bien sur la voie d'une bonne gouvernance, des droits de l'homme et des liens commerciaux – l'habituelle pêche miraculeuse de la diplomatie américaine. Puis il y a la politique consistant à les utiliser comme pôles logistiques dans la guerre d'Afghanistan.

Malheureusement, ces deux politiques ont souvent adopté des voies contradictoires, affaiblissant l'influence de longue date de l'Amérique dans la région et en certaines occasions, pénalisant sa capacité à mener la guerre. Et tandis que les Etats-Unis continuent d'envoyer encore plus de troupes en Afghanistan, l'opportunisme militaire, une fois encore, prend le dessus sur les autres objectifs en Asie centrale.

C'est, dans un certain sens, compréhensible : l'Amérique a une guerre à mener avec un calendrier serré qu'elle s'est elle-même imposé. Les vagues projets de promotion des droits de l'homme dans une obscure région voisine pour se donner bonne conscience peuvent attendre.

Mais ce que cette position omet de prendre en considération, c'est qu'une Asie centrale affaiblie, corrompue et abusive n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis, ni dans celui de l'Afghanistan d'ailleurs. Le gouvernement afghan a déjà un imposant voisin, écartelé et ingouvernable : le Pakistan. Une approche plus judicieuse consisterait à contrebalancer les besoins de sécurité les plus urgents et réels de l'Afghanistan avec une approche plus saine en Asie centrale.

Le gouvernement américain est disposé à passer outre certaines pratiques douteuses

Au Kirghizstan, pays montagneux, sans débouché maritime, et dont l'histoire est une succession d'instabilités civiles et de renversements éclair de gouvernements, les responsables politiques enragent suite à la récente décision du Département d'Etat américain de renouveler un contrat controversé de livraison de carburant pour leur base aérienne de Manas, un poste clé des opérations aériennes en Afghanistan.

Le contrat, accordé une fois encore à une mystérieuse société américaine, permettra aux avions américains de continuer de voler sur l'Afghanistan, ce qui est l'objectif primordial des Américains dans la région. Mais la nature opaque de cet accord pourrait affaiblir un peu plus la présence déjà fragile des Etats-Unis au Kirghizstan, où l'on considère que le contrat est entaché de corruption et qu'il n'aura servi qu'à gonfler les comptes bancaires de deux dictateurs successifs.

Les enquêteurs parlementaires américains n'ont trouvé aucune preuve de dessous-de-table dans ce contrat, mais ils ont tout de même décelé certains éléments de fraude et de négligence qui indiquent – au minimum – que le gouvernement américain est disposé à passer outre certaines pratiques douteuses. Le carburant à destination de la base aérienne provenait principalement de Russie, et les négociants locaux du principal prestataire du Pentagone ont faussement déclaré qu'il était destiné à la consommation civile, ce qui leur permettait de bénéficier de taxes d'importation plus faibles.

Compte tenu des volumes de carburant en question, les principaux intervenants, y compris les acheteurs, les vendeurs et les responsables américains, devaient ou auraient dû être au courant de la manœuvre. Du point de vue du Pentagone, cependant, les prestataires ont fait exactement ce qu'ils avaient à faire : livrer le carburant à un prix raisonnable. C'est pour cela que le contrat a été renouvelé.

Bien que fragile et violent, le Kirghizstan est le plus démocratique des états de la région et pourrait être l'allié naturel de l'Amérique. Mais, en poursuivant une politique étrangère bornée et focalisée sur le carburant,

l'Amérique ne s'est pas épargnée. En effet, cette politique a donné du grain à moudre aux responsables politiques pro-russes qui n'aimeraient rien de moins que de voir les Américains chassés du Kirghizstan.

La base a fait l'objet d'un intense maquignonnage. Lors d'une réunion en février, l'ambassadeur américain au Kirghizstan a interpellé son homologue Chinois sur des rumeurs prétendant que la Chine aurait proposé 3 milliards de dollars aux Kirghiz en échange de la fermeture de la base américaine. Les deux diplomates discutaient en russe. « Visiblement troublé, (l'ambassadeur Chinois) perdit temporairement ses moyens en russe et commença à bredouiller en chinois à l'assistant qui prenait diligemment des notes en silence juste derrière lui, » selon un câble diplomatique américain obtenu par le site internet Wikileaks.org.

« L'armée américaine a acquis un impact démesuré sur la politique étrangère américaine en Asie centrale » Cette réunion avait lieu quelques mois à peine après que Washington a contré les pressions russes sur les Kirghiz pour fermer la base. Lors de cette réunion, le très chevronné envoyé Chinois avait conseillé à l'ambassadeur Américain de payer 150 millions de dollars par an aux Kirghiz pour garder la base. « De manière très inhabituelle, l'assistant silencieux s'est alors exclamé : 'ou peut-être devriez-vous leur donner 5 milliards de dollars et vous vous débarrasserez de nous et des Russes,' avant de fondre sous le regard horrifié de l'ambassadeur (Chinois). »

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les militaires américains ont acquis un poids démesuré dans l'élaboration de la politique étrangère américaine. Deux guerres et des budgets Défense conséquents ont donné au Pentagone les moyens et l'assise pour agir dans des domaines traditionnellement réservés aux diplomates. En Iraq, par exemple, de jeunes officiers américains se promenaient avec des liasses de billets pour gagner l'allégeance d'résistants indécis. Aucun diplomate ne peut se mesurer à ce genre d'influence. Une chose similaire s'est aussi passé à un macro-niveau. Un récent rapport publié par la Fondation Open Society de George Soros couvrant la dernière décennie de dépenses militaires en Asie centrale a découvert que, rien que pour 2007, les Etats-Unis ont accordé 145 millions de dollars d'aide militaire à la région. Cela représente « six fois le montant accordé pour promouvoir l'autorité de la loi, la gouvernance démocratique et le respect des droits fondamentaux. » Le rapport conclut que « l'armée américaine a acquis un impact démesuré sur la politique étrangère américaine en Asie centrale. »

Cette réalité n'est jamais aussi visible qu'en Ouzbékistan. Le Pentagone y a entretenu une base militaire jusqu'en 2005, année au cours de laquelle le régime Ouzbek a massacré une foule de manifestants pacifiques, mettant le gouvernement américain face un dilemme : détourner le regard et garder la base, ou s'exprimer et être prié de quitter le pays. Certains faucons ont suggéré une critique voilée du régime, mais les Américains n'ont eu d'autre choix que de condamner le massacre et être exclus.

Une leçon à retenir est qu'une politique de sécurité détachée des autres considérations humaines n'est pas une politique de sécurité viable. Des bases militaires qui n'existent que par le bon vouloir de régimes lunatiques ne peuvent constituer les bases fondatrices de la sécurité américaine.

Les Etats-Unis sont retournés en Ouzbékistan au cours de l'année écoulée – pas de soldats cette fois-ci, juste quelques voies d'approvisionnement en soutien de la guerre en Afghanistan – où ils sont apparemment en train d'implanter la même politique centrée sur le militaire qu'ils appliquaient avant 2005. Et les partisans pro-démocratie locaux et occidentaux disent que les responsables américains en Ouzbékistan n'ont démontré qu'un intérêt relatif à leurs problèmes.

<http://lecercle.lesechos.fr/les-economistes/autres-auteurs/221132165/guerre-dafghanistan-lamerique-se-tire-une-balle-dans-le-pie>

2-4 Accord sur un gazoduc reliant Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, Inde.

Le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde ont signé samedi un accord pour la construction d'un gazoduc baptisé TAPI et reliant ces quatre pays, au cours d'un sommet à Achkhabad, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les présidents turkmène Gurbangouly Berdimoukhamedov, afghan Hamid Karzaï, pakistanais Asif Ali Zardari et le ministre indien du Pétrole et du gaz Murli Deora ont signé "un accord intergouvernemental sur la réalisation du projet TAPI".

L'idée de ce gazoduc, long d'environ 2.000 km et d'une capacité de transport de 30 milliards de m³ de gaz par an, remonte aux années 1990 mais l'instabilité chronique de l'Afghanistan a bloqué jusqu'ici ce projet pourtant soutenu par les puissances occidentales.

Les ministres de l'Energie des quatre pays ont de leur côté signé un accord cadre séparé sur le TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) mais aucun détail sur le contenu n'a été communiqué à la presse. Une source au sein du gouvernement turkmène avait indiqué jeudi à l'AFP sous couvert de l'anonymat que le gazoduc pourrait être achevé en 2014 "si aucun problème sérieux n'apparaissait".

Le TAPI transportera du gaz du champ de Daouletabad, dans le sud-est du Turkménistan, vers le Pakistan et l'Inde, et enrichira l'Afghanistan en droits de transit.

Au cours d'une conférence de presse, le président afghan a promis qu'il allait "faire tout le possible pour assurer la sécurité du projet pendant la construction et après la mise en exploitation du gazoduc".

"C'est un projet d'importance majeure", a-t-il souligné.

Le gazoduc passera par plusieurs régions afghanes instables, dont les provinces du Helmand et de Kandahar qui sont devenues les épicrocentres des violences insurrectionnelles.

Il passera aussi par le district de Quetta au Pakistan et aboutira à Fazilka, une ville indienne près de la frontière avec le Pakistan.

"Ce gazoduc va renforcer l'économie du Pakistan et aidera à combattre l'extrémisme", a déclaré M. Zardari. Le président de la Banque asiatique de développement Haruhiko Kuroda a estimé qu'il s'agissait d'un "projet historique".

"Il faut faire des efforts pour assurer sa sécurité et la Banque est prête à apporter son assistance", a-t-il souligné. Le président turkmène a annoncé vendredi que le sommet permettrait de finaliser les paramètres du gazoduc et les dates de la construction, ont rapporté les médias locaux.

Le projet est conforme à la politique énergétique du pays, "qui est un facteur de stabilité et qui est basée sur l'équilibre entre les marchés européen et asiatique", a déclaré M. Berdymoukhamedov samedi au début du sommet.

Très convoité pour ses richesses énergétiques (ses réserves de gaz sont considérées comme les quatrièmes du monde), le Turkménistan cherche à diversifier ses voies d'exportation de gaz encore très dépendantes de la Russie.

Le Turkménistan a signé en 2009 un accord avec le groupe allemand RWE, partenaire du projet européen de gazoduc Nabucco, concurrent du projet russe South Stream, lui donnant des droits d'exploration et d'extraction gaziers en mer Caspienne.

Il a par ailleurs ouvert des voies d'exportation vers la Chine et a augmenté ses livraisons à l'Iran.

AFP / 11 décembre

2-5 L'Organisation de Coopération de Shanghai à un tournant ?

nb :PS : la publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toute l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information

Après 10 ans d'activité l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) affronte une période de croissance difficile.

Bien que fondée peu auparavant, l'OCS surgit comme une réponse prudente mais stratégique à la guerre contre le terrorisme lancée par Washington après le 11 Septembre 2001 et à sa première opération militaire de grande envergure : l'invasion de l'Afghanistan.

L'exceptionnelle durée de ce conflit pourtant très inégal, asymétrique comme disent les experts , qui oppose la principale puissance militaire mondiale et son alliance à vocation globale appelons là désormais, après le sommet de Lisbonne, le **GLOTAN** (GLOBAL OTAN ou GLOUTON OTAN et en version espagnole GLOTON OTAN) laisse à penser que son objectif premier n'est pas d'éliminer les résistants mais au contraire de laisser prospérer un foyer infectieux susceptible de contaminer le Pakistan voisin et de mobiliser les ressources militaires et économiques des membres de l'OCS et au premier chef celles de la Chine populaire et de la Russie et requérant la présence militaire illimitée du **GLOTAN**.

L'annonce par OBAMA d'un possible retrait des armées d'occupation de l'Afghanistan en 2014 n'est qu'un mensonge de plus à son actif qui au passage présuppose qu'il ait été entretemps réélu pour un second mandat. Cette politique très classiquement impérialiste porte en elle une contradiction importante : les pays du **GLOTAN** n'en ont plus les moyens financiers et ils vont devoir amplifier les attaques sur leur le niveau de vie et de protection sociale de leurs propres population pour les trouver.

La destruction de l'OCS reste même s'il n'est pas affiché et précisé parce qu'il n'est pas affiché un objectif stratégique central pour l'impérialisme en tant que l'OCS donne corps, ampleur géographique et large spectre de domaines de coordination, à l'alliance sino-russe.

L'année qui s'achève a été employée à tenter d'écarter la Russie de la Chine populaire. La méthode a consisté à réorienter la politique extérieure de la Russie vers l'Ouest en lui faisant miroiter des relations privilégiées avec le GLOTAN , voire même un adhésion, en lui laissant attendre , en vain jusqu'à présent et avec une probabilité de plus en plus faible , une ratification des nouveaux accords de réduction des armes nucléaires (START) et d'une façon générale en faisant croire à la Russie qu'elle retrouvait la position privilégiée de cogestionnaire de l'équilibre de la terreur nucléaire qui avait été celle de l'URSS.

Cette offensive de charme a semblé rencontrer un écho favorable du côté de la Présidence russe. Le durcissement des relations Russie/Iran en a été la manifestation la plus visible : vote des nouvelles sanctions de l'ONU, annulation du contrat de fourniture des missiles S 300. Le face à face MEDVEDEV/AHMADINEJAD qui a eu lieu la semaine dernière à Bakou a certainement été l'occasion pour l'Iran de critiquer cette évolution diplomatique dont le principal bénéficiaire s'avère être pour l'instant les Etats-Unis et non la Russie.

Ce pas de clerc de la Présidence russe va probablement exclure MEDVEDEV de la candidature à un nouveau mandat en 2012 mais il a certainement beaucoup inquiété Pékin. Fidel Castro observateur attentif et profond de la scène diplomatique internationale considère que la position de MEDVEDEV peut s'expliquer par le fait qu'un accord Russie/GLOTAN sur le bouclier anti missile que les Etats-Unis par GLOTAN interposé ont décidé d'installer d'ici 2018 aux frontières occidentales de la Russie permettrait aux militaires russes d'aller s'assurer de l'intérieur du dispositif que le bouclier est une protection contre des missiles venus d'Iran ou d'encore plus loin (Chine populaire ?).

Hypothèse aimable qui suppose que les experts russes qui seraient admis dans le saint des saints du dispositif du bouclier auraient accès à tous ses secrets et qui fait l'économie de la question suivante : si l'Iran est le danger pourquoi ne pas installer le bouclier au plus près chez des amis : Arabie Saoudite ou mieux encore en Turquie

membre de GLOTAN. A moins que le degré d'asservissement politique aux Etats-Unis des Européens membres du GLOTAN et de l'UE soit beaucoup plus élevé. Cette hypothèse politique est la plus solide, considérant l'alliance récemment scellée entre les deux seules puissances nucléaires européennes : France et Grande-Bretagne et les allusions de plus en plus fréquentes, traité de Lisbonne aidant, à une adhésion globale de l'UE au GLOTAN ce qui ne laisserait le choix aux derniers « neutralistes » : Autriche, Irlande, Finlande, Suède, que de se soumettre ou de se démettre. L'orientation des actuels gouvernements au pouvoir dans ces 4 pays ne laisse guère de doute sur leur entière soumission à ce proche diktat.

Le deuxième angle d'attaque de l'OCS est celui des adhésions nouvelles

L'OCS a accordé le statut d'observateur à tous les Etats voisins de son périmètre géographique : Mongolie, Pakistan, Iran, Inde et Belarus qui l'ont souhaité mais confrontée à une demande d'adhésion complète de l'Iran elle avait préféré procéder à un gel des adhésions arguant qu'elle ne pouvait pas admettre en son sein un pays sanctionné par l'ONU. Argument spécieux s'il en fut puisque l'Iran n'aurait pas été sanctionné à nouveau par le Conseil de Sécurité si les deux principaux membres de l'OCS s'y étaient opposés. Depuis l'OCS annonce avoir élaboré des règles et procédures précises d'adhésion lui permettant de rouvrir à nouveau ses portes.

C'est précisément le moment choisi par la diplomatie indienne pour annoncer que le pays envisage d'adhérer. Aucune réaction officielle pour l'instant ni de l'OCS ni de la Russie ni de la Chine à cette annonce. L'affaire est embarrassante. La candidature de l'Inde survient sitôt achevée la visite d'OBAMA en Inde qui avait pour objectif politique, outre ses objectifs économiques d'ouverture du marché indien aux produits US, de sceller la grande alliance stratégique pour le XXI^e siècle : INDE/USA avec la Chine Populaire comme adversaire évident bien que non désigné.

De deux choses l'une : ou bien l'Inde est mandatée par Washington pour être le cheval de Troie de l'OCS ou bien la bourgeoisie indienne joue, comme elle sait le faire, sur tous les tableaux à la fois s'alliant avec tout le monde et prête à trahir n'importe qui.

Pour essayer de comprendre ce jeu il convient de situer plus précisément ses ambitions. Si l'OCS accepte l'Inde en son sein elle prend résolument parti dans le conflit indo-pakistanaïse contre le Pakistan et s'engage contre la véritable intifada de grande envergure qui s'installe au Cachemire là où l'Inde endosse les habits (techniques, experts et outils de contre insurrection) israéliens. D'autre part en acceptant l'Inde, rival sinon adversaire de la Chine, l'OCS mettrait à bas l'alliance de longue date entre la Chine et le Pakistan.

Dernier aspect : l'un des objectifs de l'OCS étant la lutte contre les « extrémismes » l'Inde enrôlerait sous sa bannière bourgeoise capitaliste la Chine et la Russie dans sa politique d'écrasement des ses oppositions internes : intifada kashmiri d'un côté, naxalites/maoïstes de l'autre.

Dans ce contexte il ne fait guère de doute que la Chine populaire s'opposera à l'adhésion de l'Inde (si celle-ci fait l'objet d'une candidature officielle). Si la Russie tient la même position, l'OCS est sauvée, dans le cas contraire son avenir est celui d'une structure internationale molle faite de relations de bon voisinage sur fond de concurrence acharnée pour l'accès aux immenses ressources naturelles de l'Asie Centrale, les Etats-Unis et le GLOTAN s'invitant au festin par le truchement de l'Afghanistan sous tutelle.

II -Bases militaires US en Amérique latine

Le commandement sud est un des 5 commandements militaires les plus importants du pentagone. Le commandement sud a la responsabilité de la surveillance, de l'espionnage et du contrôle du secteur constitué par les 19 pays de l'Amérique latine.

A partir de l'année 2000, le Pentagone a conçu un nouveau dispositif de contrôle militaire subrégional, connu sous le nom de « bases militaires étasuniennes ». Placées dans tout l'espace continental, afin de contrôler et de surveiller l'Amérique latine. Entre 1903 et 1999 son siège a été la base militaire HOWARD dans la zone du Canal de Panama.

Mais au terme de l'accord Carter Trios de l'année 1997, les Etats-Unis ont été obligés d'abandonner la base militaire Howard (commandement sud) à Panama, et de transférer le commandement sud Howard à Miami

À partir de l'année 2000 quand le pentagone conçoit le nouveau schéma de

Contrôle militaire subrégional, à travers les points appelés « points de d'opération avancée », avec le nom de Foirard Opération Location (FOL), ces points d'opération militaire FOL ont été conçus alors comme centres de « Mobilité stratégique » et d'« utilisations de force décisive, » dans des guerres éclair, avec des bases et des troupes aéroportées à déploiement rapide.

L'École des Amériques (SOA),

Maintenant appelée Institut de Coopération Hémisphérique, a été établie en Panama en 1946 et ensuite transférée à Fort Benning, en Géorgie. Jusqu'au 2004 cette école a formé plus de 61.000 soldats latino-américains, dans des cours comme « technique de combat », « tactiques de commando », « renseignement militaire » et « techniques de torture ».

Ces diplômés ont laissé des tâches de sang et des marques de souffrance dans leur pays d'origine et de nos jours la SOA forme environ 1000 soldats et policiers chaque année. Ce qui est regrettable est que des centaines de milliers de latino-américains ont été victimes de tortures, des viols et ont été assassinés par des fonctionnaires formés dans cette école. Un groupe militant s'est formé aux Etats-Unis s'est formé aux Etats-Unis pour obtenir la fermeture de cette école du crime. (voir site en anglais et en espagnol soawatch)

Au Salvador

Base Militaire Comalapa.

Cette base est connue comme une FOL, elle est petite et est utilisée pour la surveillance satellitaire et pour l'appui aux autres aux bases.

Au Honduras.

Base Sota Cano, à Palmerola. Cette base est utilisée pour les radars et le stationnement des hélicoptères, elle fournit un appui pour l'entraînement et les missions en hélicoptère qui contrôlent les cieux et les eaux de la région et qui sont décisifs pour les opérations militaires.

Il semble que depuis le coup d'Etat militaire de 2009 orchestré par d'anciens élèves honduriens de l'Ecole des Amériques de nouvelles installations aient été créées.

Au Costa Rica

Base Militaire Liberia. Cette base se trouve dans la partie continentale de l'Amérique centrale, fonctionne comme base de centre opérationnel pendant des négociations préliminaires et confidentielles.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la présidente Chinchilla un point de débarquement de matériel et militaire US et de troupes a été installé sur la côté atlantique. La légende du « pays sans armée » s'évanouit puisque 7000 soldats US sont désormais installés sur son sol toujours au nom de la lutte contre le trafic de drogue.

En Colombie

Depuis la fermeture de la base équatorienne de Manta consécutive au refus par le gouvernement de Rafael Correa de renouveler le bail la Colombie qui Disposait de trois bases militaires sur son territoire en a maintenant sept.

Les trois anciennes sont les suivantes

Base Militaire d'Arauca. C'est officiellement une installation conçue pour combattre le trafic de drogues en Colombie mais c'est aussi un point stratégique pour la surveillance de cette zone pétrolière tant en Colombie qu'au Venezuela.

Base Militaire de Larandia Elle sert comme base d'hélicoptères des Etats-Unis, elle dispose d'une piste d'atterrissage pour de bombardiers B-52 avec une capacité opérationnelle qui dépasse va bien au-delà du territoire colombien, permettant des attaques dans presque tout le continent.

Base Militaire 3 Esquinas elle sert pour des opérations terrestres, héliportées et fluviales et s'est transformée en un point stratégique dans des attaques contre la guérilla et sert à la réception permanente d'armement, de moyens logistiques et sert comme poste de commandement militaire étasunien, mais aussi à l'accueil de troupes de combat.

Au Pérou

deux Bases Militaires, Iquitos et Nanay. Ces bases appartiennent aux forces armées péruviennes mais sont construites et utilisées par des soldats étasuniens qui opèrent dans la zone fluviale Nanay de l'Amazonie péruvienne.

Au Paraguay.

Base Mariscal Estigarribia. En mai 2005 le gouvernement des Etats-Unis a signé un traité avec le Gouvernement du Paraguay, qui lui permettra de disposer d'une base militaire dans la localité de Mariscal Estigarribia, province de Boquerón dans le Chaco Paraguayan. Cette base n'est pas occupée en permanence par l'armée US mais son immense aérodrome peut permettre la venue de B 52 et de très gros transports de troupes

Dans les Caraïbes

Cuba. Base navale de Guantanamo. Située à 64 km. de Santiago de Cuba, la seconde ville plus importante du pays à 920 km de la Havane. Les Etats Unis ont pris possession de la Baie de Guantanamo en 1903 et n'ont jamais répondu aux demandes cubaines de restitution de ce territoire. L'activité qui s'y exerce depuis le 11 Septembre 2001 est connue et l'annonce de fermeture de la prison par Obama pendant sa campagne électorale n'a pas été mise à exécution. Elle couvre une superficie de 117,6 km² dont 49,4 km² de terre ferme et le reste en plans d'eau et marécages, avec un littoral maritime de 17,5 km

Porto Rico.

Base située à Vieques petite ile de l'archipel et couvrant 70% de sa surface. En 2004 cette base navale et les bâtiments régionaux de l'armée de la marine et des forces spéciales ont quitté Porto Rico pour la Texas et la Floride. Le quartier général du Commandement Sud est basé à Miami mais nombre d'activités demeurent à Vieques

Aruba.

Les Bases Militaires Reina Beatriz y Curacao et Hatos Sont connues comme (FOL) Forward Operation Location, elles sont petites et servent à la surveillance satellitaire et d'appui pour le contrôle de la mer des Caraïbes Leur proximité des côtes vénézuéliennes a suscité des polémiques entre le Venezuela et les Pays Bas, pays colonisateur

Ce sont au total 18 bases militaires US qui menacent en permanence l'Amérique Latine et la Caraïbe.

Les pays qui échappent à la présence militaire permanente des Etats-Unis sur leur sol: Argentine, Brésil, Uruguay, Chili, Bolivie, Equateur, Venezuela, Panama, Nicaragua, Guatemala et Mexique sont surveillés comme les autres, peuvent toujours être infiltrés par des forces spéciales basées à proximité et sont « gardiennés » par

mer par les navires de la IV^e flotte réactivée par Bush. Mais tous ne sont pas hostiles à la mise sous contrôle militaire du Continent et certains comme le Chili et le Pérou se sont même félicités de l'augmentation de la présence militaire US en Colombie.

Emissions radio de COMAGUER sur RADIO GALERE

88.4 Mhz région marseillaise ou sur <http://www.radiogalere.org>

Chaque mardi de 15H à 16H Rediffusion Jeudi de 11h à 12h

Documents comaguer accessibles sur <http://comaguer.over-blog.com>

2-6 Peter Dale Scott : Afghanistan-USA : L'opium, la CIA et l'administration Karzai.

Peter Dale Scott - Ancien diplomate canadien et professeur à l'université de Californie

Pour Peter Dale Scott, il ne sert à rien de se lamenter sur le développement de la culture des drogues en Afghanistan et sur l'épidémie d'héroïne en mondiale. Il faut tirer des conclusions des faits établis : les résistants Talibans avaient éradiqué le pavot, l'OTAN en a favorisé la culture ; l'argent des drogues a corrompu le gouvernement Karzai, mais il est surtout aux Etats-Unis où il a corrompu les institutions.

La solution n'est donc pas à Kaboul, mais à Washington.

<http://www.voltairenet.org/article167734.html>

L'important article d'Alfred McCoy paru sur TomDispatch, le 30 mars 2010 [1], aurait dû inciter le Congrès à se mobiliser pour procéder à une véritable réévaluation de l'aventure militaire états-unienne totalement inconsidérée en Afghanistan. La réponse à la question que pose son titre - « *Quelqu'un est-il en mesure de pacifier le plus grand narco-État au monde ?* » - trouve facilement sa réponse dans l'article : c'est un « Non ! » retentissant... sauf à modifier fondamentalement les objectifs et les stratégies définis, aussi bien à Washington qu'à Kaboul.

McCoy démontre clairement que :

l'État Afghan de M. Hamid Karzai est un narco-État corrompu, auquel les Afghans sont forcés de payer des pots-de-vin à hauteur de 2,5 milliards de dollars chaque année, soit un quart de l'économie du pays.

l'économie afghane est une narco-économie : en 2007, l'Afghanistan a produit 8 200 tonnes d'opium, représentant 53 % du PIB et 93 % du trafic d'héroïne mondial.

L'argument de McCoy le plus fort est qu'à son pic de production, la cocaïne colombienne ne représentait qu'environ 3 % de l'économie nationale, et pourtant, les FARC comme les escadrons de la mort de droite, tout deux largement financés par la drogue, continuent à se développer dans ce pays. Éradiquer simplement la drogue, sans disposer au préalable d'un substitut pour l'agriculture afghane, nécessiterait d'imposer d'insupportables pressions à une société rurale déjà ravagée, et dont le seul revenu notable provient de l'opium. Pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir de la chute des résistants en 2001, qui fit suite à une réduction draconienne de la production de drogue en Afghanistan sous l'impulsion de ces mêmes résistants (de 4 600 tonnes à 185 tonnes), laquelle transforma le pays en une coquille vide.

À première vue, les arguments de McCoy semblent indiscutables, et devraient, dans une société rationnelle, provoquer un débat posé suivi par un changement majeur de la politique militaire états-unienne. McCoy a présenté son étude avec un tact et une diplomatie considérables, afin de faciliter un tel résultat.

La responsabilité historique de la CIA dans le trafic de drogue mondial Malheureusement de nombreux facteurs font qu'une issue positive de ce type a peu de chances de voir le jour dans l'immédiat. Il existe de nombreuses raisons pour cela, parmi lesquelles des réalités désagréables que McCoy a soit oublié, soit minimisé dans son essai – par ailleurs brillant – et qui doivent être abordées si nous souhaitons vraiment mettre en place des stratégies sensées en Afghanistan.

La première réalité est que l'implication grandissante de la CIA, et sa responsabilité dans le trafic de drogue mondial est un sujet tabou dans les cercles politiques, les campagnes électorales, et les médias de masse. Ceux qui ont cherché à briser ce tabou, comme le journaliste Gary Webb, ont souvent vu leurs carrières détruites.

Alors qu'Alfred McCoy s'est impliqué plus que quiconque pour faire prendre connaissance au public de la responsabilité de la CIA dans le trafic de drogue au sein des zones de guerres états-unienues, je me sens gêné de devoir affirmer qu'il minimise ce phénomène dans son article. Il est vrai qu'il écrit que « *l'opium émergea comme une force stratégique dans le milieu politique afghan durant la guerre secrète de la CIA contre les Soviétiques* », et il ajoute que cette dernière « *fut le catalyseur qui transforma la frontière pakistano-afghane en la plus importante région productrice d'héroïne au monde* ».

Mais, dans une phrase très étrange, M. McCoy suggère que la CIA fut entraînée passivement dans des alliances impliquant la drogue au cours des combats contre les forces soviétiques en Afghanistan dans les années 1979-88, alors que la CIA a précisément créé ces alliances pour combattre les Soviétiques :

Dans un des ces accidents historiques teintés d'ironie, la frontière sud de la Chine communiste et de l'Union Soviétique coïncidèrent avec la zone asiatique de production d'opium, le long d'une chaîne de montagne, attirant la CIA dans des alliances pleines d'ambiguïté avec les chefs tribaux des hauts plateaux de la région.

Il n'y eut pas de tel « accident » en Afghanistan, où les premiers barons de la drogue d'envergure internationale – Gulbuddin Hekmatyar et Abou Rasul Sayyaf – furent en fait projetés sur la scène internationale grâce au soutien massif et mal avisé de la CIA, en collaboration avec les gouvernements du Pakistan et d'Arabie Saoudite. Alors

que d'autres forces de résistance locales furent considérées comme des forces de seconde classe, ces deux clients du Pakistan et de l'Arabie Saoudite, précisément en raison de leur manque de soutien au niveau local, furent des pionniers dans l'utilisation de l'opium et de l'héroïne comme moyen de bâtir leur force de combat et de créer une ressource financière [2]. De plus, tous deux devinrent des agents de l'extrémisme salafiste, s'attaquant à l'islam soufi endogène à l'Afghanistan. Finalement, tous deux devinrent des agents d'Al-Qaïda [3].

L'implication de la CIA dans le trafic de drogue durant le conflit soviéto-afghan n'était pas une première. D'une certaine manière, la responsabilité de la CIA dans le rôle dominant que joue aujourd'hui l'Afghanistan dans le trafic mondial d'héroïne, est une réplique de ce qui arriva plus tôt en Birmanie, au Laos, et en Thaïlande entre la fin des années 1940 et les années 1970. Ces pays sont aussi devenus des acteurs majeurs du trafic de drogue grâce au soutien de la CIA (et des Français, dans le cas du Laos), sans quoi ils n'auraient été que des acteurs locaux.

On ne peut parler d'« *accident ironique* » dans ce cas non plus. McCoy lui-même a montré comment, dans tous ces pays, la CIA a non seulement toléré mais aussi soutenu la croissance des actifs des forces anti-communistes financées par la drogue, afin de contenir le danger représenté par une intrusion de la Chine communiste en Asie du Sud-Est. Des années 1940 aux années 1970, et comme en Afghanistan aujourd'hui, le soutien de la CIA participa à transformer le Triangle d'Or en un fournisseur majeur d'opium au niveau mondial. Durant cette même période, la CIA recruta des collaborateurs tout au long des routes de contrebande de l'opium asiatique, de même que dans des pays comme la Turquie, le Liban, la France, Cuba, le Honduras, et le Mexique. Ces collaborateurs comprenaient des agents gouvernementaux comme Manuel Noriega au Panama ou Vladimiro Montesinos au Pérou, souvent des personnalités expérimentées appartenant aux services de police soutenus par la CIA ou aux services de renseignement. Mais des mouvements insurrectionnels en faisaient aussi partie, des Contras du Nicaragua dans les années 1980 (selon Robert Baer et Seymour Hersh) au Jundallah [4], affilié à Al-Qaïda et opérant aujourd'hui en Iran et au Baloutchistan [5].

Le gouvernement Karzai, et non les résistants, domine l'économie de la drogue afghane

Le meilleur exemple d'une telle influence de la CIA sur les trafiquants de drogue aujourd'hui se trouve sans doute en Afghanistan, où le propre frère du président Karzai, Ahmed Wali Karzai (un collaborateur actif de la CIA) [6], et Abdul Rashid Dostum (un ancien collaborateur de l'Agence) comptent parmi ceux qui sont accusés de trafic de drogue [7]. La corruption liée à la drogue au sein du gouvernement afghan doit être en partie attribuée à la décision des États-Unis et de la CIA de lancer, en 2001, une invasion avec le soutien de l'Alliance du Nord, un mouvement dont Washington savait qu'il était corrompu par la drogue [8].

De cette manière, les USA ont consciemment recréé en Afghanistan la situation qu'ils avaient créée précédemment au Vietnam. Au Vietnam aussi (comme Ahmed Wali Karzai un demi siècle après), le frère du président, Ngo Dinh Nhu, utilisait la drogue pour financer un réseau privé lui permettant de truquer les élections en faveur de Ngo Dinh Diem [9]. Thomas H. Johnson, coordinateur des études de recherche anthropologique à la Naval Postgraduate School, montra l'improbabilité du succès d'un programme de contre-insurrection quand ce programme soutient un gouvernement local qui est de manière flagrante l'objet de dysfonctionnements et de corruption [10].

Ainsi je m'oppose à McCoy quand celui-ci, à l'image des médias de masse US, dépeint l'économie de la drogue afghane comme étant dominée par les résistants. (Selon les propres termes de McCoy : « *Si les résistants prennent le contrôle de cette économie illégale, comme l'ont fait les résistants, alors la tâche deviendra presque insurmontable.* ») La part des résistants sur le marché de l'opium afghan est estimée en général entre 90 et 400 millions de dollars. Or l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) estime que le total des revenus issus du commerce de l'opium et de l'héroïne est de l'ordre de 2,8 à 3,4 milliards de dollars [11].

Clairement, les résistants n'ont pas fait main basse sur cette économie, dont la plus grande partie est contrôlée par les partisans du gouvernement Karzai. En 2006, un rapport de la Banque Mondiale avançait « *qu'au plus haut niveau, 25 à 30 trafiquants majeurs, la majorité d'entre eux basés au sud de l'Afghanistan, contrôlent les transactions et les transferts majeurs, travaillant étroitement avec des soutiens occupant des positions politiques et gouvernementales au plus haut niveau* » [12].

Les médias états-uniens ne se sont pas intéressés à cette réalité factuelle, pas plus qu'à la manière dont cela a influé sur les stratégies politiques de leur pays en Afghanistan, en matière de guerre et de trafic de drogue. L'administration Obama semble avoir pris ses distances d'avec les programmes d'éradication peu judicieux de la période Bush, qui ne rencontreront jamais l'adhésion « cœur et âme » de la paysannerie afghane. Elle préfère mettre en place une politique d'interdiction sélective du trafic, en ne s'attaquant de manière explicite qu'aux trafiquants qui aident les résistants [13].

Reste à savoir si cette politique sera efficace pour affaiblir les résistants. Mais cibler ce qui constitue au plus un dixième du trafic total ne permettra clairement jamais d'en finir avec la position actuelle de l'Afghanistan comme le principal narco-État. Cela ne permettra pas non plus d'en finir avec l'actuelle épidémie mondiale de consommation d'héroïne ayant commencée à la fin des années 1980, qui a déjà créé 5 millions de toxicomanes

au Pakistan, plus de 2 millions en Russie, 800 000 aux États-Unis, plus de 15 millions à travers le monde, dont un million en Afghanistan même.

La politique d'interdiction sélective du gouvernement Obama aide aussi à expliquer son refus de considérer la solution la plus humaine et la plus raisonnable à l'épidémie mondiale d'héroïne afghane. Il s'agit de l'initiative « *poppy for medicine* » (Opium pour la médecine) de l'International Council on Security and Development (ICOS, autrefois connu comme le Senlis Council), qui vise à établir un programme délivrant des autorisations, permettant ainsi aux agriculteurs de vendre leur opium pour permettre la production de médicaments essentiels et très demandés comme la morphine ou la codéine [14].

La proposition a reçu le soutien des parlements européen et canadien ; mais il fut l'objet de sévères critiques aux USA, principalement parce que cela pourrait engendrer une augmentation de la production d'opium. Cependant, cela fournirait une réponse à moyen terme à l'épidémie d'héroïne qui dévaste l'Europe et la Russie – situation qui ne sera pas réglée par l'alternative présentée par McCoy de substituer d'autres cultures durant les 10 ou 15 prochaines années, et encore moins par le programme d'élimination sélective de fournisseurs d'opium conduit par l'administration Obama.

Une conséquence rarement citée de l'initiative « *poppy for medicine* » serait de réduire les recettes engendrées par le trafic illicite qui permet de soutenir le gouvernement Karzai. Pour cette raison, ou simplement car tout ce qui se rapproche d'une légalisation des drogues reste un sujet tabou à Washington, l'initiative « *poppy for medicine* » a peu de chance d'être soutenue par l'administration Obama.

L'héroïne afghane et la connexion mondiale de la drogue de la CIA

Il y a un autre paragraphe dans lequel McCoy, de manière erronée à mon avis, concentre son attention sur l'Afghanistan comme nœud du problème plutôt que sur les États-Unis eux-mêmes :

Lors d'une conférence sur la drogue à Kaboul ce mois-ci, le chef du Federal Narcotics Service russe a estimé la valeur actuelle de la culture de l'opium en Afghanistan à 65 milliards de dollars. Seulement 500 millions de dollars vont aux fermiers afghans, 300 millions aux résistants, et les 64 milliards restant à la « mafia de la drogue », lui garantissant de vastes fonds pour corrompre le gouvernement Karzai (souligné par l'auteur) dans un pays où le PIB est de seulement 10 milliards de dollars [15].

Ce paragraphe oublie d'évoquer un fait pertinent et essentiel : selon l'ONUDC, seulement 5 à 6 % de ces 65 milliards de dollars, soit de 2,8 à 3,4 milliards, restent en Afghanistan [16]. Environ 80 % des bénéfices issus du trafic de drogue proviennent des pays de consommation – dans ce cas la Russie, l'Europe et les États-Unis. Ainsi, nous ne devrions pas croire un instant que le seul pays corrompu par le trafic de drogue afghan est le pays d'origine. Partout où le trafic est devenu important, même dans les lieux de transit, il a survécu en étant protégé, ce qui en d'autres termes, s'appelle de la corruption.

Il n'existe aucune preuve montrant que l'argent de la drogue gagné par les trafiquants alliés à la CIA ait grossi les comptes bancaires de la CIA ou ceux de ses officiers, mais la CIA a indirectement profité du trafic de drogue, et a développé au fil des ans une relation très proche avec celui-ci. La guerre secrète de la CIA au Laos fut un cas extrême. Durant celle-ci, l'Agence mena une guerre en utilisant comme principaux alliés l'Armée Royale Laotienne du général Ouane Rattikone et l'Armée Hmong du général Vang Pao, toutes deux en grande partie financées par la drogue. L'opération massive de la CIA en Afghanistan dans les années 1980 fut un autre exemple d'une guerre en partie financée par la drogue. [17].

Une protection pour les trafiquants de drogue aux États-Unis

Dès lors, il n'est pas surprenant que, les années passant, le gouvernement états-unien, suivant la voie tracée par la CIA, aient protégé des trafiquants de drogue contre les poursuites judiciaires dans le pays. Par exemple, aussi bien la CIA que le FBI sont intervenus en 1981 contre l'inculpation (pour vol de voiture) du trafiquant de drogue mexicain et tsar des renseignements Miguel Nazar Haro, affirmant que Nazar était « *un contact essentiel, je répète, un contact essentiel pour le bureau de la CIA à Mexico* », sur les questions de « *terrorisme, renseignement, et contre-renseignement* » [18]. Lorsque le procureur général associé Lowell Jensen refusa de donner suite à l'inculpation de Nazar, le procureur de San Diego, William Kennedy, exposa publiquement l'affaire. Il fut rapidement viré pour cela [19].

Un exemple récent et spectaculaire d'une implication de la CIA dans le trafic de drogue fut l'affaire concernant un collaborateur vénézuélien de la CIA, le général Ramon Guillén Davila. Comme je l'explique dans mon livre, *Fueling America's War Machine* (à paraître) [20] :

Le général Ramon Guillén Davila, chef de l'unité anti-drogue créée par la CIA au Venezuela, fut inculpé à Miami pour avoir fait entrer une tonne de cocaïne aux États-Unis. Selon le New York Times, « *la CIA, malgré l'objection de la Drug Enforcement Administration, approuva l'envoi d'au moins une tonne de cocaïne pure vers l'aéroport international de Miami comme moyen d'obtenir des informations sur les cartels de la drogue colombiens* ». Le magazine Time rapporta qu'une seule cargaison représentait 450 kilos, et était précédée d'autres « *pour un total d'environ une tonne* » [21]. Mike Wallace confirma que « *l'opération secrète de la CIA et des gardes nationaux rassembla rapidement cette cocaïne, plus d'une tonne et demie, qui fut introduite clandestinement de Colombie vers le*

Venezuela » [22]. Selon le Wall Street Journal, la quantité totale de drogue introduite clandestinement par le général Guillén serait de plus de 22 tonnes [23].

Mais les États-Unis n'ont jamais demandé au Venezuela l'extradition de Guillén afin de le juger ; et, en 2007, lorsqu'il fut arrêté au Venezuela pour conspiration de meurtre à l'encontre du président Hugo Chavez, son inculpation était toujours quelque part à Miami [24]. Pendant ce temps-là, l'agent de la CIA Mark McFarlin, que Bonner, le chef de la DEA, souhaitait également inculper, ne le fut jamais, et dut simplement démissionner [25]. Pour résumer, il n'arriva rien aux acteurs principaux de cette affaire, qui n'a probablement fait surface dans les médias qu'en raison des protestations générées à la même époque par les articles de Gary Webb parus dans le San Jose Mercury au sujet de la CIA, des Contras et de la cocaïne.

Les banques et le blanchiment de l'argent de la drogue

D'autres institutions ont un intérêt direct dans le trafic de drogue, dont les grandes banques, qui effectuent des prêts à des pays comme la Colombie et le Mexique, sachant pertinemment que le flot de drogue aidera à garantir le remboursement de ces prêts. Plusieurs de nos plus grandes banques, comme City Group, Bank of New York et Bank of Boston, ont été identifiées comme participant au blanchiment d'argent, mais n'ont jamais subi de pénalités assez importantes pour les obliger à changer de comportement [26]. En bref, l'implication des États-Unis dans le trafic de drogue rassemble la CIA, des intérêts financiers majeurs et des intérêts criminels dans ce pays et à l'étranger.

Antonio Maria Costa, chef de l'ONUDC, a déclaré que « *l'argent de la drogue, représentant des milliards de dollars, a permis au système financier de se maintenir au plus haut de la crise financière* ».

Selon l'Observer de Londres, Costa déclara avoir vu des preuves que les recettes du crime organisé étaient « *le seul capital d'investissement liquide* » disponible pour certaines banques au moment du krach de l'année dernière. Il affirma qu'une majorité des 352 milliards de dollars de profits liés à la drogue furent ainsi absorbés par le système économique. Costa déclara que les preuves montrant une absorption de l'argent illégal par le système financier lui furent soumises par des agences de renseignement et des procureurs il y a 18 mois environ. « *Dans de nombreux cas, l'argent de la drogue était le seul capital d'investissement liquide. Durant la seconde moitié de 2008, la liquidité était le problème majeur du système bancaire, ainsi le capital liquide devint un facteur important,* » dit-il [27].

Un exemple frappant de l'importance de la drogue à Washington fut l'influence exercée dans les années 1980 par la Bank of Credit and Commerce International, banque pratiquant le blanchiment de l'argent de la drogue. Comme je l'explique dans mon livre, parmi les personnes haut placées profitant des largesses de la BCCI, ses propriétaires, et ses affiliés, nous trouvons James Baker, secrétaire au Trésor sous Ronald Reagan, qui refusa d'enquêter sur la BCCI [28] ; le sénateur démocrate Joe Bidden et le sénateur républicain Orrin Hatch, et plusieurs membres importants du Comité Judiciaire du Sénat, lequel refusa d'enquêter sur la BCCI [29]. Finalement, ce ne fut pas Washington qui agit en premier afin de mettre un terme aux activités bancaires de la BCCI et de ses filiales illégales aux États-Unis, mais deux personnes déterminées, l'avocat de Washington Jack Blum et le procureur de Manhattan Robert Morgenthau [30].

Conclusion : la source du problème mondial qu'est la drogue n'est pas à Kaboul, mais à Washington. Je comprends pourquoi McCoy, dans son désir de changer une politique vouée à l'échec, prend plus de précautions que moi-même lorsque j'évoque à quel point certaines institutions états-unienne puissantes – gouvernement, renseignements et finance – et pas seulement le gouvernement Karzaï, ont été corrompues par l'omniprésent trafic de drogue. Mais je pense que son approche pleine de tact se montrera contre-productive. La source principale du problème mondial qu'est la drogue n'est pas à Kaboul, mais à Washington. Mettre fin à ce scandale demandera la divulgation de faits que McCoy ne désire pas aborder dans son article.

Dans son ouvrage magistral, *The Politics of Heroin* [31], McCoy parle de l'histoire de Greg Musto, expert en drogues à la Maison Blanche sous Carter. En 1980, Musto dit au Strategy Council on Drug Abuse de la Maison Blanche que « *nous allions en Afghanistan afin de soutenir les cultivateurs d'opium dans leur rébellion contre l'Union Soviétique. Ne pourrions-nous pas éviter de faire ce que nous avons déjà fait au Laos ?* » [32]. Se voyant refuser l'accès par la CIA à des données auxquelles il avait légalement accès, Musto fit part de son inquiétude en public en mai 1980, notant, dans un éditorial du New York Times, que l'héroïne en provenance du Croissant d'Or était déjà (et pour la première fois) en train de causer une crise médicale à New York. Et il avertit, avec prescience, que *cette crise est amenée à s'aggraver* » [33].

Musto espérait qu'il pourrait contribuer à un changement de politique en mettant le problème sur la place publique, et en l'accompagnant d'un avertissement fort au sujet d'une aventure en Afghanistan financée par la drogue qui pourrait se révéler désastreuse. Mais ses mots emplis de sagesse furent sans pouvoir contre l'implacable détermination de ce que j'appelle la machine de guerre US au sein de notre gouvernement et de notre économie politique. Je crains que le message sensé de McCoy, en étant bienséant là où il est justement nécessaire de ne pas l'être, subira le même sort.

Notes

[1] « Can Anyone Pacify the World's Number One Narco-State ? The Opium Wars in Afghanistan », par Alfred W. McCoy

http://www.tomdispatch.com/blog/175225/alfred_mccoy_afghanista_as_a_drug_war

- [2] Éventuellement, les États-Unis et leurs alliés accordèrent à Hekmatyar, qui pour un temps fut sans conteste le plus grand trafiquant de drogue au monde, plus d'un milliard de dollars en armement. C'est plus qu'aucun autre client de la CIA a jamais reçu, avant ou depuis.
- [3] Peter Dale Scott, *The Road to 9/11*, p.74-75 (paru en français sous le titre *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial* (Demi-Lune, Paris, 2010 <http://www.voltairenet.org/achat-en-ligne/60-la-route-vers-le-nouveau-desordre-mondial.html>) : "Khalid Sheikh Mohammed, que la Commission d'enquête sur le 11-Septembre considère comme le véritable auteur du complot du 11/9, commença à concevoir son plan quand il était en lien avec Abdul Sayyaf, un dirigeant avec lequel ben Laden était encore en délicatesse. [9/11 Commission Report, p.145-50]. Au même moment, plusieurs des hommes condamnés pour l'attentat contre le World Trade Center en 1993, et la "journée de la terreur" New York en 1995, s'étaient entraînés ou avaient combattu avec Gulbuddin Hekmatyar, ou collecté de l'argent pour lui. [Tim Weiner, "Blowback from the Afghan Battlefield", *New York Times*, 13 mars 1994].
- [4] « Le Jundallah revendique des actions armées aux côtés des Moudjahidin du Peuple, Réseau Voltaire, 13 juin 2009. <http://www.voltairenet.org/article160592.html>
- [5] Seymour Hersh, *New Yorker*, 7 juillet 2008.
- [6] « Hamed Wali Karzai chargé de négocier avec les résistants », Réseau Voltaire, 14 mai 2010. <http://www.voltairenet.org/article165422.html>
- [7] *New York Times*, 27 octobre 2009.
- [8] Steve Coll, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, (Penguin Press, New York, 2004), p.536. Selon Ahmed Rashid, au début de l'offensive US en 2001 : "Le Pentagone disposait d'une liste d'au moins 25 laboratoires de drogues et d'entrepôts en Afghanistan, mais ils refusèrent de les bombarder car certains appartenaient aux nouveaux alliés de la CIA, au sein de la NA [Northern Alliance / l'Alliance du Nord]", (Ahmed Rashid, *Descent into Chaos : The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, [Viking, New York, 2008], p.320).
- [9] Stanley Karnow, *Vietnam : A History* (Penguin, New York, 1997), p.239. Cf. *New York Times*, 28 octobre, 2009.
- [10] Thomas H. Johnson & M. Chris Mason, "Refighting the Last War : Afghanistan and the Vietnam Template", *Military Review*, Novembre-Décembre 2009, p.1.
- [11] Le lecteur vigilant aura noté que même 3,4 milliards USD ne représentent pas 53 % des 10 milliards estimés dans le paragraphe précédent comme le PIB afghan. Ces estimations en provenance de sources diverses ne sont pas extrêmement précises, et ne donnent donc pas un résultat mathématiquement parfait. Au demeurant, il s'agit de la valeur des drogues en gros en Afghanistan et non pas de leur valeur au détail dans les pays consommateurs.
- [12] Afghanistan : Drug Industry and Counter-Narcotics Policy (<http://www.worldbank.org/>). En 2007, le *Daily Mail* de Londres rapporta que « *les quatre acteurs principaux du trafic de l'héroïne étaient tous des membres hauts placés du gouvernement afghan* » [[*London Daily Mail*. 21 juillet 2007. En décembre 2009, Harper's publia une longue enquête sur le colonel Abdul Razik, "le maître de Spin Boldak," un trafiquant de drogue et un allié de Karzai dont l'ascension fut "encouragée par un cercle d'officiels corrompus à Kaboul et à Kandahar, et aussi parce que les commandants de l'OTAN, déployés sur un trop vaste territoire, trouvèrent utiles le contrôle qu'il exerçait sur une ville frontalière essentielle dans leur guerre contre les résistants", (Matthieu Aikins, "The Master of Spin Boldak", *Harper's Magazine*, décembre 2009). <http://harpers.org/archive/2009/12/0082754>
- [13] James Risen, "U.S. to Hunt Down Afghan Lords Tied to résistants", *New York Times*, 10 août 2009 : "Le commandement militaire US dit au Congrès que ... seuls ces [trafiquants de drogue] qui apportent de l'aide aux résistants devraient être pris pour cible."
- [14] Corey Flintoff, "Combating Afghanistan's Opium Problem Through Legalization", NPR, 22 décembre 2005. <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5065771>
- [15] Devant d'autres auditoires, les responsables russes de la lutte anti-drogues ont explicitement évoqué l'OTAN. Voir « Pavot : la Russie met en cause la responsabilité de l'OTAN », Réseau Voltaire, 3 mars 2010. Off, les responsables poutiniens ont également évoqué un pot de vin d'1 milliard de dollars annuels versés par l'OTAN avec l'argent des drogues au président Medvedev en échange du droit de passage des GI's sur le territoire russe. Ndlr. <http://www.voltairenet.org/article164334.html>
- [16] CBS News, 1er avril 2010. <http://www.cbsnews.com/stories/2010/04/01/world/main6353224.shtml>
- [17] Voir le livre de Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouvel Ordre Mondial*. NdT. <http://www.voltairenet.org/achat-en-ligne/60-la-route-vers-le-nouveau-desordre-mondial.html>
- [18] Des câbles de Gordon McGinley, l'attaché légal du FBI à Mexico City, au Département de la Justice, voir Scott & Marshall, *Cocaine Politics*, p.36.
- [19] Scott, *Deep Politics*, p.105 ; citation du *San Diego Union*, 26 mars 1982.
- [20] *Fueling America's War Machine : Deep Politics and the CIA's Global Drug Connection*, (à paraître à l'automne 2010 chez Rowman & Littlefield).

[21] Time, 29 novembre 1993 : "Les expéditions continuèrent, toutefois, jusqu'à ce que Guillen tente d'envoyer 3 373 livres de cocaïne en une seule fois. La DEA, (Drug Enforcement Agency), vigilante, l'arrêta et s'en saisit." Cf. New York Times, 23 novembre 1996 ("one ton").

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,979669,00.html>

[22] CBS News Transcripts, 60 Minutes, 21 novembre 1993.

[23] Wall Street Journal, 22 novembre 1996. Je soupçonne la CIA d'avoir approuvé l'importation de cocaïne moins "comme un moyen de rassembler de l'information" que dans le but de redistribuer des parts de marché dans le trafic global de cocaïne, dans son pays d'origine, la Colombie. Dans les années 1990, la CIA et le JSOC furent impliqués dans l'élimination du baron colombien de la drogue Pablo Escobar, un exploit rendu possible grâce à l'aide du Cartel de Cali et des escadrons de la mort terroristes de l'UAC de Carlos Castaño. Peter Dale Scott, *Drugs, Oil, and War*, p.86-88.

[24] Chris Carlson, "Is The CIA Trying to Kill Venezuela's Hugo Chávez ?" Global Research, 19 avril 2007.

<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=5443>

[25] Douglas Valentine, *The Strength of the Pack : The People, Politics and Espionage Intrigues that Shaped the DEA* (TrineDay, Springfield, 2009), 400 ; Time, 23 Novembre 1993. McFarlin avait collaboré avec des forces anti-guérilla au Salvador dans les années 1980. Jim Campbell, le chef de station de la CIA au Venezuela.

[26] La Bank of Boston procéda au blanchiment d'au moins 2 millions de dollars au profit du trafiquant Gennaro Angiulo, et fut pour cela condamnée à payer une amende de 500 000 dollars, (New York Times, 22 Février 1985 ; Eduardo Varela-Cid, *Hidden Fortunes : Drug Money, Cartels and the Elite Banks* [El Cid Editor, Sunny Isles Beach, 1999]). Cf. Asad Ismi, "The Canadian Connection : Drugs, Money Laundering and Canadian Banks", *Asadismi.ws* : "91 % des 197 milliards USD dépensés en cocaïne aux USA restent dans ce pays, et les banques états-uniennes blanchissent 100 milliards USD provenant de la drogue chaque année. Parmi les banques connues pour ce genre de pratiques, on trouve la Bank of Boston, la Republic National Bank of New York, la Landmark First National Bank, la Great American Bank, la People's Liberty Bank and Trust Co. of Kentucky, et la Riggs National Bank of Washington. Citibank aida Raul Salinas (le frère de l'ancien président du Mexique Carlos Salinas) à déplacer des millions de dollars hors du Mexique, à destination de comptes secrets détenus en Suisse sous de fausses identités."

<http://www.asadismi.ws/cancon.html>

[27] Rajeev Syal, "Drug money saved banks in global crisis, claims UN advisor", *Observer*, 13 décembre 2009.

[28] Jonathan Beaty & S.C. Gwynne, *The Outlaw Bank : A Wild Ride into the Secret Heart of BCCI*, (Random House, New York, 1993), p.357.

[29] Peter Truell & Larry Gurwin, *False Profits : The Inside Story of BCCI, the World's Most Corrupt Financial Empire*, (Houghton Mifflin, Boston, 1992), p.373-77.

[30] Truell & Gurwin, *False Profits*, p.449.

[31] Disponible en français sous le titre : *La politique de l'heroïne. L'implantation de la CIA dans le trafic des drogues* [Editions du Léopard, 1998].

[32] Alfred W. McCoy, *The Politics of Heroin* (Lawrence Hill Books/ Chicago Review Press, Chicago, 2003), p.461 ; citant une interview avec le Dr David Musto.

[33] David Musto, *New York Times*, 22 mai 1980 ; cité dans McCoy, *Politics of Heroin*, p.462.

Peter Dale Scott

<http://www.voltairenet.org/article167734.html>

Olivier Vilain : «Obama n'a jamais rien voulu changer»

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER VILAIN

Militant tiers-mondiste de la trempe d'un Edward Saïd et d'un Frantz Fanon, Tariq Ali, né au Pakistan et formé en Grande-Bretagne, fustige, dans son dernier livre, la politique du président américain.

Historien formé à Oxford, Tariq Ali est né au Pakistan. Figure de la vie militante britannique depuis son opposition à la guerre du Vietnam, il participe à de prestigieuses revues, comme la *New Left Review* à Londres et *Counterpunch* aux Etats-Unis. De passage à Paris, il a présenté son dernier livre: *Obama s'en va-t-en guerre* (éditions La Fabrique).

Entretien.

Avez-vous été surpris par le résultat des élections américaines de mi-mandat, qui ont vu la défaite des démocrates de Barack Obama?

Tariq Ali: La question que les électeurs ont posée était: quelque chose a-t-il changé substantiellement depuis que la Maison-Blanche est occupée par l'un des descendants des esclaves qui l'ont construite? La seule chose qui a changé à mes yeux est la petite musique d'ambiance jouée à Washington, guère plus. L'immense espoir qui s'est levé durant la campagne présidentielle d'Obama s'est rapidement estompé. L'élection d'un métis au rang de président chargé de panser les plaies des Etats-Unis et de restaurer leur image à l'étranger a été saluée par une vague d'euphorie idéologique qui n'avait pas été observée depuis l'arrivée au pouvoir de Kennedy. Barack Obama a été reçu en Europe comme une véritable rock star.

Les Etats-Unis suivent-ils toujours les mêmes politiques?

George W. Bush a été diabolisé, présenté comme une aberration dans l'histoire des Etats-Unis; mais il était facile de prévoir qu'Obama allait poursuivre dans la même direction. Aux Etats-Unis, beaucoup de gens disent qu'Obama voudrait au plus profond de lui mettre les banques au pas, mais qu'il ne peut pas grand-chose face aux marchés financiers. Remarquez, les partisans de cette thèse sont de moins en moins nombreux. Si rien n'a changé après deux années de crise économique sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, les gens se rendent aujourd'hui compte que ce n'est pas parce qu'Obama en est empêché mais bien parce qu'il n'a jamais été dans ses intentions de modifier quoi que ce soit. Quand les démocrates se plaignent du mouvement du Tea Party, je leur réponds qu'ils ont bien plus de soutien dans la société américaine. Les démocrates ont attiré durant les élections présidentielles treize millions de supporters dont ils ont conservé les adresses e-mail. Pourquoi ne mobilisent-ils pas dans les rues de Washington ne serait-ce qu'un demi-million d'entre eux afin de soutenir Obama? Les démocrates ne le souhaitent pas. Ils ne veulent pas mobiliser le peuple. George W. Bush ne s'y trompe pas. Je cite de mémoire l'ancien président républicain, qui vient de publier un livre: «Obama est un très bon successeur et je suis très satisfait de la manière dont il dirige les Etats-Unis.» Nous pouvons toujours nous illusionner sur le nouveau Roosevelt...

Obama paie la poursuite de la guerre en Irak?

En 2002, durant son ascension politique, Obama s'est opposé à l'attaque contre l'Irak. Mais, une fois élu président, il s'est empressé de réengager le secrétaire à la Défense de George W. Bush. La continuité ne peut être plus claire. Avant son entrée à la Maison-Blanche, Obama avait promis le retrait de toutes les troupes «de combat» d'Irak. Certes, la dernière brigade a été retirée en août dernier, mais il reste encore cinquante-six mille Américains dans ce pays, des conseillers, etc. Les conséquences de l'invasion américaine sont révoltantes: un million d'Irakiens sont morts depuis l'invasion de 2003, et les chiffres irakiens officiels font état de cinq millions d'orphelins. Cette guerre est bien sûr liée au pétrole, comme tout ce qui se passe au Moyen-Orient, mais pas uniquement. Pour Washington, c'est aussi une manière de montrer que les Etats-Unis contrôlent toujours le monde et les principales ressources énergétiques de la planète. Un message reçu cinq sur cinq par les pouvoirs émergents de la Chine et des pays du Moyen-Orient.

Etes-vous tout aussi critique sur le fait qu'Obama ait renforcé le contingent américain en Afghanistan?

Dans ce pays, il a été plus loin que son prédécesseur, élargissant le front de l'agression impériale et se lançant dans une escalade de violence. Pendant sa campagne électorale, Obama s'était montré soucieux de surpasser Bush dans «sa guerre juste». Il a depuis engagé plus de troupes, plus de puissance de feu pour éliminer la résistance afghane. Il a aussi autorisé plus d'intrusions de drones au Pakistan, si bien que le New York Times a informé ses lecteurs que, «depuis l'arrivée au pouvoir de M. Obama, la CIA a effectué plus d'attaques de drones Predator au Pakistan que durant les huit années de mandat de George W. Bush». Pourtant, plusieurs généraux américains ont informé Obama que cette guerre n'était pas gagnable. Des atrocités commises par les troupes américaines ont même été dénoncées par un agent des services secrets sur place, avant sa démission.

L'argument «il faut libérer les Afghanes» est largement partagé dans la classe politique en Europe. Qu'en pensez-vous?

En effet, les partisans de cette thèse sont nombreux. Il suffit d'écouter les propos tenus par Daniel Cohn-Bendit au Parlement européen. Cela n'est pourtant que de la propagande. Dans les documents militaires diffusés par le site internet Wikileaks, un peu plus tôt cette année, la CIA écrivait que les Européens étaient très largement opposés à la guerre en Afghanistan. L'agence a indiqué qu'obtenir un soutien public nécessitait l'emploi du seul argument disposant d'une certaine résonance, à savoir «libérez les femmes Afghanes». Il suffit d'écouter la principale organisation de femmes afghanes: avec la présence des troupes de l'OTAN, leurs conditions de vie se sont dégradées par rapport à la période où les résistants occupaient le pays!

Contrairement à Bush, Obama a fait plusieurs discours portant sur la paix. Cela ne compte-t-il pas à vos yeux?

Sur le terrain, rien n'a changé. Prenez par exemple la question Israël-Palestine. Obama est encore plus pro-israélien que son prédécesseur. Sa politique a pour résultat de rendre impossible toute solution politique sur la base de deux Etats. Dans les faits, il n'en existe qu'un seul. L'Autorité palestinienne n'existe que sur le papier. Tout le monde sait là-bas que les décisions sont en réalité prises par l'armée israélienne. Les officiels israéliens ont d'ailleurs reconnu ouvertement qu'ils ne reviendraient jamais aux frontières de 1967, restant ainsi dans les territoires occupés. Le seul espoir est le développement de la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanction, à l'image du mouvement qui s'était construit contre l'apartheid. La campagne BDS est très forte aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Elle est en train de se développer pacifiquement à travers le monde. J'ai été choqué de voir qu'en France quatre-vingts militants de cette campagne ont été traînés devant les tribunaux pour avoir appelé à boycotter des produits israéliens fabriqués dans les territoires occupés, en infraction avec le droit international. Même le gouvernement israélien qui a réprimé cette campagne à domicile n'a pas été aussi loin. l'article «Savoir où se situent les valeurs de la République»

OVN

Que pensez-vous du débat qui sévit en France autour du voile dit «islamique»?

Les politiciens passent un temps fou à se demander si les femmes qui portent un voile sont opprimées. Si c'était le cas, une intervention extérieure serait promise à l'échec. Rappelez-vous les cérémonies de dévoilement forcé

des femmes en Algérie durant la colonisation. Elles étaient menées au nom des valeurs de la République... Si les femmes voilées étaient opprimées, il serait plus efficace qu'elles s'organisent elles-mêmes. Plus généralement, cette focalisation des politiques à travers l'Europe sur le voile et sur l'islam est un signe de l'immense vague d'islamophobie qui submerge le continent.

Est-ce dangereux, selon vous?

Bien sûr que c'est dangereux! Le langage utilisé s'apparente souvent à celui employé à propos des Juifs dans les années 1920, 30 et 40. Comme si nous n'avions rien appris depuis la Seconde Guerre mondiale; comme si toutes les leçons tirées de l'Holocauste n'avaient pas de portée. Nous sommes tous contre ces atrocités, mais les discriminations qui se déroulent sous nos yeux n'attirent pas notre attention, comme si la situation actuelle n'avait pas de lien avec ce qui s'est passé dans la première partie du XXe siècle. Les questions religieuses sont très utiles pour aider les Etats-Unis à maintenir leur hégémonie. Dans le monde islamique, vous devez savoir qu'il existe toutes les nuances de l'arc en ciel: en Egypte, les Frères musulmans s'apparentent aux partis démocrates-chrétiens d'Europe. A l'autre bout du spectre politique, vous avez les organisations militantes, comme le Hezbollah au Liban, qui a défait par deux fois l'armée israélienne. Par ailleurs, si ces forces d'inspiration religieuse dominent actuellement le Proche-Orient, c'est parce que les autres forces, notamment la gauche nationaliste, ont été éliminées par l'Occident et remplacées par ces mouvements religieux, comme on peut le voir en Irak.

Que pensez-vous de l'attitude de la gauche européenne sur ce sujet?

La gauche européenne ne doit pas se joindre à ceux qui veulent régenter la manière de s'habiller des citoyens. En 1922, par exemple, durant le Congrès de la IVe Internationale, les communistes indonésiens luttèrent contre la doctrine léniniste. Les Indonésiens voulaient que les communistes s'attaquent à la question coloniale et cessent de considérer l'islam comme un ennemi. Le leader communiste indonésien, Tan Malaka, expliquait alors: «Nous sommes treize mille dans un pays où une majorité de paysans et de travailleurs croient en Allah. Nous collaborons avec Sarakah, un mouvement religieux qui regroupe cent mille paysans et qui a adopté notre programme politique en totalité. Bien sûr, nous préférierions qu'ils ne soient pas croyants, mais cela nous apparaît secondaire depuis qu'ils nous ont expliqué: 'Nous n'avons rien dans ce monde, vous voudriez maintenant nous supprimer le paradis!'» C'est frappant de voir que la question religieuse s'est aussi posée au Parti communiste italien, qui était la principale organisation prolétarienne occidentale après 1945. Ces dirigeants s'étonnaient de leurs difficultés à mobiliser leurs militants le dimanche matin. Puis ils ont compris que leurs militants allaient en masse à la messe. Ils caressèrent le projet d'interdire toute pratique religieuse à leurs membres, avant de se rendre compte qu'une telle décision leur ferait perdre la moitié de leurs militants. Au final, rien ne sert de s'interroger sans fin sur la signification du port du voile. La question importante est: où se situent les valeurs de la République? Ne serait-ce pas plutôt dans un accès à tous à l'éducation et à l'emploi?

PROPOS RECUEILLIS PAR OVN

Choisi pour vous par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation?hl=fr>

Paru le Lundi 06 Décembre 2010

<http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=447619>